

Comité d'experts spécialisé
"SUBSTANCES ET PRODUITS PHYTOPHARMACEUTIQUES, BIOCONTROLE "

Procès-verbal de la réunion
du mardi 8 juillet 2025

Considérant le décret n° 2012-745 du 9 mai 2012 relatif à la déclaration publique d'intérêts et à la transparence en matière de santé publique et de sécurité sanitaire, ce procès-verbal retranscrit de manière synthétique les débats d'un collectif d'experts qui conduisent à l'adoption de conclusions. Ces conclusions fondent un avis de l'Anses sur une question de santé publique et de sécurité sanitaire, préalablement à une décision administrative.

Les avis de l'Anses sont publiés sur son site internet (www.anses.fr).

Etaient présent(e)s :

- Membres du comité d'experts spécialisé
 - M. Amichot,
 - M. Bardin,
 - R. Bonafos,
 - J-P. Cugier,
 - C. De Clerck,
 - G. de Sousa,
 - M. Gallien,
 - S. Grimbuhler,
 - L. Mamy,
 - J-U. Mullot.
- Coordination scientifique de l'Anses

Etaient excusé(e)s, parmi les membres du collectif d'experts :

- P. Berny,
- B. Chauvel,
- F. Laurent.

Présidence

J-U. Mullot assure la présidence de la séance pour la journée.

1. ORDRE DU JOUR

Les expertises ayant fait l'objet d'une finalisation et d'une adoption des conclusions sont les suivantes

- 3.1. Evaluation du dossier de demande de renouvellement d'autorisation d'introduction dans l'environnement du macro-organisme *Propylea quatuordecimpunctata*

- 3.2. Evaluation du dossier de demande de renouvellement d'autorisation d'introduction dans l'environnement du macro-organisme *Neoseiulus cucumeris*
- 3.3. Evaluation du dossier de demande de renouvellement d'autorisation d'introduction dans l'environnement du macro-organisme *Aphelinus abdominalis*
- 3.4. Evaluation du dossier de demande de renouvellement d'autorisation d'introduction dans l'environnement du macro-organisme *Trichopria drosophila*

2. GESTION DES RISQUES DE CONFLITS D'INTERETS

Le résultat de l'analyse des liens d'intérêts déclarés dans les DPI¹ et de l'ensemble des points à l'ordre du jour n'a pas mis en évidence de risque de conflit d'intérêts.

En complément de cette analyse, le président demande aux membres du CES s'ils ont des liens voire des conflits d'intérêts qui n'auraient pas été déclarés ou détectés. Les experts n'ont rien à ajouter concernant les points à l'ordre du jour de cette réunion.

3. SYNTHÈSE DES DÉBATS, DÉTAIL ET EXPLICATION DES VOTES, Y COMPRIS LES POSITIONS DIVERGENTES

3.1. Evaluation du dossier de demande de renouvellement d'autorisation d'introduction dans l'environnement du macro-organisme *Propylea quatuordecimpunctata*

Le président vérifie que le quorum est atteint avec 10 experts sur 13 ne présentant pas de risque de conflit d'intérêt.

Nom du macro-organisme	<i>Propylea quatuordecimpunctata</i>
Type de demande	Demande de renouvellement d'autorisation d'introduction dans l'environnement
Numdoc	MO24-013
Pétitionnaire	CBC BIOPLANET SOCIETA AGRICOLA
Territoire revendiqué	France métropolitaine continentale et la Corse

PRÉSENTATION DE LA DEMANDE :

Le présent avis porte sur l'évaluation des risques sanitaire, phytosanitaire et environnemental et des bénéfices liés à l'introduction dans l'environnement d'une souche non indigène du macro-organisme *Propylea quatuordecimpunctata* (Linné, 1758), une coccinelle prédatrice, de la part de la société CBC BIOPLANET SOCIETA AGRICOLA SRL dans le cadre d'une lutte biologique augmentative ciblant principalement les pucerons en cultures légumières, fruitières et ornementales sous abri et en plein champ.

DISCUSSIONS :

Un expert s'interroge sur la logique de valider les résultats d'efficacité en plein champ à partir de données jugées inexploitable. Un agent de l'Anses précise que les conclusions initiales ne sont pas remises en cause. En effet, bien qu'aucun résultat d'efficacité au champ ne soit disponible à ce jour, des bénéfices potentiels ont été argumentés. Ainsi, l'analyse s'appuie davantage sur des éléments théoriques ou expérimentaux de laboratoire que sur des données d'efficacité acquises sur le terrain.

¹ DPI : Déclaration Publique d'Intérêts

Un expert s'interroge sur le fait que la souche soit considérée comme non indigène. Un agent de l'Anses explique que la souche concernée par la demande d'introduction a été prélevée en Italie donc elle est considérée comme non indigène, bien que l'espèce soit aussi présente en France.

Un expert demande s'il existe une possibilité d'une structuration géographique et génétique entre les populations présentes en France et celles présentes en Italie, ce qui pourrait justifier une distinction entre les souches selon leur origine. Un agent de l'Anses répond qu'aucune analyse génétique différentielle des souches françaises et italiennes n'a été identifiée dans la littérature. La réglementation considère qu'une souche est non indigène d'un territoire si elle a été prélevée en dehors de ce territoire, peu importe l'existence d'une structuration génétique basée sur la géographie.

Un expert s'interroge sur le régime alimentaire des adultes de coccinelles. Un agent de l'Anses répond que comme pour de nombreux prédateurs, incluant les coccinelles, ce sont généralement à la fois les larves et les adultes qui sont entomophages, se nourrissant donc principalement de pucerons.

Un expert s'interroge sur la définition réglementaire de la notion de population ou de souche indigène dans le cas d'un prélèvement effectué à la frontière italienne, et sur la possibilité que la même population ou souche soit également présente côté français. Un agent de l'Anses explique qu'au niveau réglementaire, la notion prise en compte est celle de « macro-organisme », et non directement celle d'espèce ou de souche au sens biologique. Ainsi, un macro-organisme non indigène est une souche non indigène. Cette notion réglementaire repose sur trois critères : l'espèce, l'origine géographique et le demandeur.

Il souligne également que cette définition est purement réglementaire et ne correspond pas à une définition biologique stricte.

Un expert s'interroge sur les facteurs induisant la forte baisse d'utilisation du macro-organisme entre 2020 et 2022. Un agent de l'Anses indique qu'en 2021, l'utilisation du macro-organisme a connu un pic multiplié par 10 par rapport à 2020. Un expert précise que Bioplanet était un acteur unique sur le marché. L'arrivée de concurrents a peut-être dilué la part de marché. L'Anses n'a pas les éléments permettant d'expliquer la tendance observée.

CONCLUSION :

En se fondant sur les données soumises par le demandeur et évaluées dans le cadre de cette demande, ainsi que sur l'ensemble des éléments dont il a eu connaissance, le CES approuve, à l'unanimité des membres présents, l'avis favorable à la demande de renouvellement d'autorisation d'introduction dans l'environnement du macro-organisme non indigène *Propylea quatuordecimpunctata* déposé par la société CBC BIOPLANET SOCIETA AGRICOLA sur les territoires de la France métropolitaine continentale et la Corse.

3.2. Evaluation du dossier de demande de renouvellement d'autorisation d'introduction dans l'environnement du macro-organisme *Neoseiulus cucumeris*

Le président vérifie que le quorum est atteint avec 10 experts sur 13 ne présentant pas de risque de conflit d'intérêt.

Nom du macro-organisme	<i>Neoseiulus cucumeris</i>
Type de demande	Demande de renouvellement d'autorisation d'introduction dans l'environnement
Numdoc	MO24-009

Pétitionnaire	CBC BIOPLANET SOCIETA AGRICOLA
Territoire revendiqué	France métropolitaine continentale et la Corse

PRESENTATION DE LA DEMANDE :

Le présent avis porte sur l'évaluation des risques sanitaire, phytosanitaire et environnemental et des bénéfices liés à l'introduction dans l'environnement d'une souche non indigène du macro-organisme *Neoseiulus cucumeris* (Oudemans, 1930), un acarien prédateur, de la part de la société CBC BIOPLANET SOCIETA AGRICOLA SRL dans le cadre d'une lutte biologique augmentative ciblant principalement les thrips et les acariens ravageurs en cultures sous abri.

DISCUSSIONS :

Un expert demande quelle serait la fréquence recommandée pour le contrôle qualité de la souche, la fréquence étant jugée insuffisante. Un agent de l'Anses explique que le GT a estimé que la fréquence d'une fois par an est trop faible, mais a volontairement choisi de ne pas recommander de fréquence précise. Cette remarque est destinée aux ministères, même si, par le passé, des recommandations similaires n'ont pas toujours été intégrées dans les arrêtés. Il est considéré qu'une discussion dédiée serait nécessaire, d'autant plus qu'aucun consensus clair n'a pu être trouvé sur une fréquence précise. Un expert indique que, dans la pratique, les demandeurs ont intérêt à faire des analyses assez fréquemment (3 à 4 fois/an) pour s'assurer que l'espèce commercialisée est toujours l'espèce d'intérêt et que l'élevage est exempt de contaminations.

CONCLUSION :

En se fondant sur les données soumises par le demandeur et évaluées dans le cadre de cette demande, ainsi que sur l'ensemble des éléments dont il a eu connaissance, le CES approuve, à l'unanimité des membres présents, l'avis favorable à la demande de renouvellement d'autorisation d'introduction dans l'environnement du macro-organisme non indigène *Neoseiulus cucumeris* déposé par la société CBC BIOPLANET SOCIETA AGRICOLA sur les territoires de la France métropolitaine continentale et la Corse.

3.3. Evaluation du dossier de demande de renouvellement d'autorisation d'introduction dans l'environnement du macro-organisme *Aphelinus abdominalis*

Le président vérifie que le quorum est atteint avec 10 experts sur 13 ne présentant pas de risque de conflit d'intérêt.

Nom du macro-organisme	<i>Aphelinus abdominalis</i>
Type de demande	Demande de renouvellement d'autorisation d'introduction dans l'environnement
Numdoc	MO24-011
Pétitionnaire	CBC BIOPLANET SOCIETA AGRICOLA
Territoire revendiqué	France métropolitaine continentale et la Corse

PRESENTATION DE LA DEMANDE :

Le présent avis porte sur l'évaluation des risques sanitaire, phytosanitaire et environnemental et des bénéfices liés à l'introduction dans l'environnement d'une souche non indigène du macro-organisme *Aphelinus abdominalis* (Dalman, 1820), un hyménoptère parasitoïde, de la part de la

société CBC BIOPLANET SOCIETA AGRICOLA SRL dans le cadre d'une lutte biologique augmentative inondative ciblant les pucerons en cultures sous abri.

DISCUSSIONS :

Ce dossier n'a pas fait l'objet de discussion.

CONCLUSION :

En se fondant sur les données soumises par le demandeur et évaluées dans le cadre de cette demande, ainsi que sur l'ensemble des éléments dont il a eu connaissance, le CES approuve, à l'unanimité des membres présents, l'avis favorable à la demande de renouvellement d'autorisation d'introduction dans l'environnement du macro-organisme non indigène *Aphelinus abdominalis* déposé par la société CBC BIOPLANET SOCIETA AGRICOLA sur les territoires de la France métropolitaine continentale et la Corse.

3.4. Evaluation du dossier de demande de renouvellement d'autorisation d'introduction dans l'environnement du macro-organisme *Trichopria drosophila*

Le président vérifie que le quorum est atteint avec 10 experts sur 13 ne présentant pas de risque de conflit d'intérêt.

Nom du macro-organisme	<i>Trichopria drosophila</i>
Type de demande	Demande de renouvellement d'autorisation d'introduction dans l'environnement
Numdoc	MO24-015
Pétitionnaire	CBC BIOPLANET SOCIETA AGRICOLA
Territoire revendiqué	France métropolitaine continentale et la Corse

PRESENTATION DE LA DEMANDE :

Le présent avis porte sur l'évaluation des risques sanitaire, phytosanitaire et environnemental et des bénéfices liés à l'introduction dans l'environnement d'une souche non indigène du macro-organisme *Trichopria drosophilae* (Perkins, 1910), un hyménoptère parasitoïde, de la part de la société CBC BIOPLANET SOCIETA AGRICOLA SRL) dans le cadre d'une lutte biologique augmentative ciblant les espèces du genre *Drosophila*, notamment *Drosophila suzukii*, en cultures fruitières de plein champ ainsi qu'en cultures sous-abri

DISCUSSIONS :

Un expert demande si les chiffres de vente présentés concernent uniquement la France ou s'ils incluent également les ventes dans d'autres pays européens. Un agent de l'Anses informe que les chiffres de vente présentés concernent uniquement le marché français.

Un expert pose la question de la pertinence de considérer *Drosophila melanogaster* comme un ravageur, puisqu'il ne l'est pas sur cerisier et s'interroge sur la cohérence de l'argument selon lequel il ne serait pas problématique que le parasitoïde l'attaque, alors que *D. melanogaster* est ravageur uniquement dans d'autres contextes. Un agent de l'Anses explique que *D. melanogaster* est un ravageur secondaire inféodé aux fruits en décomposition, ce qui limite son impact direct sur cerisier ou pêcher. Les dégâts qu'il peut occasionner sont considérés comme « collatéraux » et peu significatifs pour les vergers. Il ajoute qu'à l'échelle nationale, les populations de *D. melanogaster* ne sont pas menacées. Ainsi, l'utilisation du parasitoïde ciblant ces drosophiles reste acceptable dans une perspective agricole globale.

Un expert demande des informations sur le ravageur *Zaprionus indianus*. Un agent de l'Anses répond que c'est un ravageur invasif et important de la figue et un ravageur secondaire du pêcher et du kaki

CONCLUSION :

En se fondant sur les données soumises par le demandeur et évaluées dans le cadre de cette demande, ainsi que sur l'ensemble des éléments dont il a eu connaissance, le CES approuve, à l'unanimité des membres présents, l'avis favorable à la demande de renouvellement d'autorisation d'introduction dans l'environnement du macro-organisme non indigène *Trichopria drosophila* déposé par la société CBC BIOPLANET SOCIETA AGRICOLA sur les territoires de la France métropolitaine continentale et la Corse.

M. Jean-Ulrich MULLOT
Président du CES PHYTO BC 2023-2027